



Pour la démocratie !

Une rupture s'impose avec Macron et la 5ème République.

Les forces de gauche et écologistes peuvent tout de suite engager un grand référendum d'initiative populaire pour imposer :

Le remplacement immédiat de la hausse des taxes carburants par le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes (3,5 milliards de recettes) ; abolition du CICE (40 milliards) cadeau au grand patronat qui ne crée aucun emploi ;

La hausse des salaires en commençant par celle du SMIC à 1800€, les pensions de retraite, les allocations de chômage et minimas sociaux (au moins 300 euros pour tous) ;

L'accès aux transports publics gratuits ou à très bas tarifs sur tout le territoire, et le maintien de toutes les lignes de chemin de fer menacées



Climat et justice sociale, Même combat !

Le pays est révolté contre Macron et son monde. Les premiers reculs du gouvernement ne sont que des miettes. A cette crise totale, nous répondons par un autre projet de société.

C'est une **crise sociale** : bas salaires, chômeurs non indemnisés, ménages appauvris, femmes seules qui ne s'en sortent plus avec des enfants en bas âge, sentiment de mépris pour le travail des salarié-es, des agriculteurs, des artisans. Alors que les riches empochent des milliards de cadeaux fiscaux (ISF) et que les multinationales engrangent des profits gigantesques.

Il n'y a pas de crise pour les bénéfices !

C'est une **crise du pouvoir Macron** et de sa république monarchique : mépris pour le peuple, pour les « derniers de cordée », autoritarisme, surdité. Les institutions de la 5ème République sont une insulte à la démocratie, à la citoyenneté.

Il faut en finir !

C'est une **crise écologique** : les taxes sur le carbone et les carburants sont des camouflages. Le pouvoir fait payer aux couches populaires l'austérité par respect stupide des règles financières européennes pour combler des déficits budgétaires qu'il accroît lui-même en nourrissant les plus riches. Mais il est très en retard sur les engagements de la COP 21, sur la transition énergétique, sur le plan de sortie du nucléaire, sur la protection thermique des bâtiments, sur les transports publics dégradés ou mis sous régime de concurrence (SNCF).

La société humaine et la biodiversité sont menacées. Il faut agir vite !

Face à l'urgence et à l'injustice climatique/écologique et à la crise sociale, c'est une toute autre politique qu'il faut imposer à la droite et aux pouvoirs dominants, dans une perspective de changement rapide de modèle économique et social.

La fiscalité écologique, une fausse bonne idée :

L'objectif est de contribuer à la modification des comportements. Mais c'est inefficace et socialement injuste. On passerait de 7 € la tonne de carbone en 2010, à 45 en 2018, 100 étant le projet pour 2030, soit 500 € en moyenne par habitant. La perte de pouvoir d'achat est très forte pour les bas revenus, les plus contraints en termes de mobilité, de capacité d'adaptation. Ce n'est pas un outil de politique climatique.

Dans l'industrie : amélioration des processus et économie plus sobre : moins de produits inutiles, moins d'emballage, plus de produits durables, recyclage.

Une vraie transition énergétique suppose une politique plus ambitieuse sur les trois voies de réduction des émissions de Gaz à effet de serre. Il faut changer l'appareil productif, les emplois, les financements, les modes de vie aussi, compte tenu de la place des énergies fossiles dans le fonctionnement du système capitaliste et de la société.

Dans les transports, tout doit être pensé pour la sobriété et pour un développement des transports publics par le train. Interdire toute grande nouvelle infrastructure et les maxi centres commerciaux (exemple : triangle de Gonesse !) qui « appellent » les voitures, les camions, les avions et les bateaux. Pour les déplacements en agglomération, en périurbain et dans l'espace rural, il s'agit de réduire le plus possible la place de la voiture au profit des transports publics et des modes actifs (vélo, marche).

C'est aux forces de transformation écologique et sociale, politiques, syndicales, associatives, citoyennes, de préparer une telle politique et de l'imposer dans une perspective de transition. Un front large est nécessaire. Ensemble soumet au débat des mesures d'urgence pour imposer au plus vite :

Dans l'agriculture, appuyer ou imposer le changement des systèmes de production productivistes, vers des systèmes agroécologiques (bio, agriculture paysanne) et la relocalisation des productions.

L'alimentation, en lien avec l'agriculture et la santé, progresser vers des chaînes d'approvisionnement plus courtes, moins de produits transformés, moins de produits importés, moins de viande.

Logements : achever dans les 10 ans un programme en logements sociaux comme en copropriété : investissement massif dans l'isolation thermique, modalités de financement avec agence publique, règlement dans l'urgence de la précarité énergétique.

Le climat, c'est politique ! C'est anticapitaliste !

Il est urgent de trouver d'autres outils pour répondre à l'urgence climatique et sociale :

- réserver les taxes aux pratiques de luxe et scandaleuses (4X4) ;
- 56 milliards de dividendes sont dans les mains des actionnaires. Il faut récupérer une grande partie de cette plus-value accumulée par les grands actionnaires pour faire société en commun. Une étude de l'ONG Oxfam et le BASIC révèlent comment les grandes entreprises alimentent les inégalités : sur 100€ de bénéfices, elles versent en moyenne 67€ aux actionnaires et seulement 5€ aux salariés.
- financer le changement par des subventions alimentées par l'investissement, favoriser l'implication des consommateurs par une amélioration de l'offre en matière de déplacements, de consommation, et un projet politique mobilisateur.